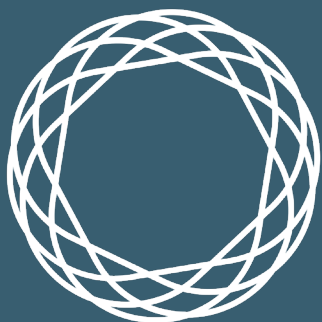




resource matters



RAPPORT ANNUEL 2025

Notre mission

Veiller à ce que les immenses ressources en minerais et le potentiel énergétique de la RDC se traduisent par des avantages concrets et équitables pour le peuple congolais.

Nos priorités

Gouvernance minière

La République démocratique du Congo dispose d'énormes gisements de cobalt, de cuivre et de lithium, des minerais essentiels à la transition mondiale des énergies fossiles vers les énergies renouvelables et les technologies de pointe. Malgré cette richesse, la qualité de vie de la population congolaise ne s'est guère améliorée. Resource Matters œuvre à la promotion d'une gestion équitable et durable de ces minerais stratégiques, au bénéfice des populations de la RDC et de la transition énergétique mondiale.

Énergie

Bien que la République démocratique du Congo dispose d'un potentiel extraordinaire en matière d'énergies renouvelables (allant de puissants réseaux fluviaux à de vastes ressources solaires), l'accès à l'électricité reste extrêmement limité, puisqu'il concerne moins de 25 % de la population. Resource Matters s'engage à promouvoir des solutions énergétiques propres, durables et abordables, capables de répondre à la demande énergétique croissante du pays.

Corruption

La corruption reste l'une des principales causes de la pauvreté en République démocratique du Congo. Resource Matters œuvre à la promotion de la redevabilité en dénonçant et en combattant les pratiques de corruption dans le secteur des ressources naturelles.

Avant-propos

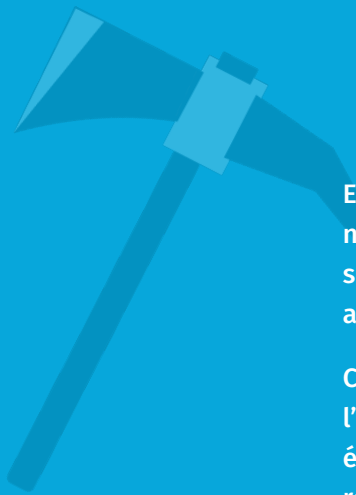
RDC, transition énergétique : Qui perd, qui gagne ?

L'année 2025 pourrait marquer un tournant pour la place de la République démocratique du Congo dans la transition énergétique mondiale. Dans un monde qui accélère sa transition vers des systèmes énergétiques plus propres, les minerais congolais — notamment le cobalt, le cuivre et le lithium — occupent une position stratégique. Or, depuis des décennies, la RDC fournit une grande partie de ces ressources essentielles sans toujours bénéficier pleinement de la valeur créée.

Une question s'impose donc : qui gagne réellement de la transition énergétique mondiale ? Une transition durable ne peut se limiter à sécuriser les chaînes d'approvisionnement ; elle doit aussi permettre aux pays producteurs et à leurs populations de bénéficier davantage des richesses qu'ils contribuent à créer.

En 2025, les mesures prises par le gouvernement congolais autour du cobalt, notamment l'interdiction temporaire des exportations puis la mise en place d'un système de quotas, traduisent une volonté de reprendre davantage le contrôle sur les ressources stratégiques du pays. Mais la maîtrise des exportations n'est qu'une étape. Le véritable enjeu est de transformer les ressources naturelles en emplois, en industrialisation, en accès à l'électricité et en services publics de meilleure qualité. Autrement dit, de faire en sorte que les richesses du pays profitent d'abord aux Congolais.

C'est dans cette perspective que Resource Matters poursuit son engagement. L'organisation contribue aux réflexions sur la gouvernance du cobalt, la valorisation locale des ressources et les stratégies permettant au Congo de tirer davantage de bénéfices de son potentiel minier.



Elle agit également comme un pont entre les acteurs publics, privés, nationaux et internationaux afin de promouvoir des partenariats alignés sur les priorités congolaises. La transition énergétique doit être construite avec la RDC, et non uniquement autour de ses ressources.

Cette vision guide également notre travail dans le secteur de l'électricité. Si l'industrialisation et la transformation locale des minerais nécessitent une énergie fiable et abordable, la transition énergétique ne pourra être une réussite que si elle améliore aussi l'accès à l'électricité pour les citoyens congolais. En rapprochant les enjeux miniers et énergétiques, Resource Matters œuvre pour que les investissements liés à la transition énergétique soutiennent à la fois le développement économique et un accès plus inclusif à l'énergie.

Enfin, cette vision exige transparence et responsabilité. La corruption, la pollution, les violations des droits des travailleurs et les contrats opaques continuent de détourner une partie des bénéfices des ressources congolaises. Une transition énergétique juste repose donc aussi sur une meilleure gouvernance, davantage de redevabilité et une participation citoyenne renforcée.

Les décisions prises aujourd'hui détermineront si la transition énergétique mondiale deviendra une opportunité historique pour la RDC ou un nouveau cycle d'exploitation de ses richesses au profit d'autres acteurs. Resource Matters restera engagée pour que les voix, les priorités et les intérêts des Congolais demeurent au cœur de cette transformation.

Elisabeth Caesens
Directrice exécutive

Jean Claude Mputu
Directeur adjoint



Mines



A stylized illustration at the bottom of the page depicts a mining scene. In the foreground, a dark blue mine truck with a large dump body is shown. Behind it, a larger, light blue vehicle, possibly a haul truck, is visible. To the right, there are stylized, layered shapes representing mountains or rock formations in various shades of blue.



La République démocratique du Congo est l'une des clés de voûte de la transition énergétique mondiale. Elle fournit la grande majorité du cobalt mondial et plus de trois millions de tonnes de cuivre, et renferme près de la moitié des réserves connues de tantale ainsi que d'immenses réserves inexploitées de lithium, autant de minerais indispensables à l'électronique, aux véhicules électriques et au stockage d'énergie.

Optimiser les retombées positives et minimiser les effets néfastes de leur extraction est au cœur de l'action de Resource Matters. Pour atteindre cet objectif, l'équipe collabore avec différentes parties prenantes, notamment :

- Le gouvernement de la RDC, afin d'adopter des mesures cohérentes qui permettront de tirer des avantages économiques et sociaux des ressources en minerais du Congo
- La société civile congolaise, pour faire entendre la voix des communautés locales
- Les acheteurs de cobalt, afin de tirer parti de leur pouvoir d'achat pour améliorer le comportement des entreprises sur le terrain
- Les partenaires internationaux, tels que l'Union européenne, afin de veiller à ce que leur stratégie concernant la RDC soit en adéquation avec les priorités de la société civile congolaise

Contribuer à la mise en place du système de quotas pour le cobalt au Congo

Avec le soutien du 11th Hour Project

Détenant plus de 70 % des réserves mondiales de cobalt, la République démocratique du Congo est souvent décrite comme une potentielle « OPEP de la transition énergétique ». Toutefois, elle n'a exercé qu'une influence limitée sur les marchés mondiaux du cobalt avant 2025. Les multinationales minières ont largement dicté les volumes d'exportation, contribuant à une offre excédentaire, un effondrement des prix et une perte de plus d'un milliard de dollars de recettes publiques.

En février 2025, la République démocratique du Congo a pris des mesures décisives pour remédier à cette tendance. L'Autorité de régulation et de contrôle des marchés des substances minérales stratégiques (ARECOMS) a instauré une suspension temporaire des exportations de cobalt pour tenter de stabiliser des prix mondiaux en chute libre, suspension qui est restée en vigueur pendant la majeure partie de l'année. L'ARECOMS a également interdit de mélanger le cobalt issu de l'exploitation artisanale à celui de l'exploitation industrielle, et réaffirmé le monopole d'exportation de l'Entreprise Générale du Cobalt (EGC), une société publique, sur le minerai de cobalt issu de l'exploitation artisanale.

Peu après l'annonce de l'interdiction d'exportation, Resource Matters a analysé les causes de l'effondrement du cours du cobalt et son impact sur les finances publiques de la République démocratique du Congo. Dans sa note d'orientation politique, [la suspension des exportations de cobalt du Congo : une solution à court terme qui nécessite un changement structurel](#), Resource Matters plaide en faveur d'un système de quotas transparent fondé sur des critères plus larges que les seuls volumes d'exportation, avec des mesures incitatives favorisant la création de valeur ajoutée locale. L'organisation encourage également la coordination des volumes d'exportation avec d'autres pays producteurs, tels

que l'Indonésie, ce qui a contribué à la décision du gouvernement congolais d'adopter officiellement un système de quotas pour le cobalt en octobre 2025.

Cette note d'orientation politique a suscité un vif intérêt chez les représentants congolais lors du Forum de l'OCDE sur les chaînes d'approvisionnement responsables en minéraux, à Paris où [Resource Matters a co-organisé un dialogue à huis clos sur la nouvelle réglementation de la RDC en matière de cobalt avec le Cobalt Institute](#). Cette table ronde a réuni des représentants gouvernementaux, des organisations de la société civile, l'Entreprise Générale du Cobalt (EGC) ainsi que des parties prenantes du secteur en aval. Le directeur pays de Resource Matters, Jimmy Munguriek, a également présenté les recommandations de l'organisation en matière de quotas lors du [Cobalt Congress 2025 à Singapour](#).



À la mi-octobre, la suspension de l'exportation a été levée et remplacée par un système rigoureux de quotas annuels visant à contrôler les exportations de cobalt et à accroître les recettes de l'État, tout en autorisant des expéditions limitées pour le reste de l'année 2025 et au-delà. Conformément aux recommandations formulées par Resource Matters, l'autorité de régulation des minerais stratégiques a rendu publics à la fois les critères d'attribution des quotas et les volumes attribués à chaque entreprise. Resource Matters continuera à plaider pour que dans le futur, les quotas soient attribués en accordant une plus grande importance à la création de valeur ajoutée locale et au respect des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Vers une stratégie nationale plus holistique en matière de minerais pour la transition énergétique

Avec le soutien de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, en partenariat avec le ministère des Mines de la RDC

Selon l'outil l'Agence internationale de l'énergie, de nombreux pays riches en minerais ont adopté des stratégies nationales cohérentes et globales visant à tirer parti de la demande croissante en minerais critiques résultant de la transition énergétique mondiale. Ce n'est pas encore le cas de la RDC.

Les mesures relatives au cobalt en sont un exemple frappant : les étapes à suivre après la suspension n'avaient pas été définies à l'avance et l'absence de procédure claire pour mettre en œuvre le système de quotas une fois adopté a retardé les exportations d'un trimestre supplémentaire. De même, les efforts visant à développer les activités de transformation en aval, comme une usine de précurseurs de batteries, sont au point mort, en partie à cause de l'absence d'une vision à long terme claire en matière d'électrification et d'industrialisation.

Fin 2024, Resource Matters a renforcé sa collaboration avec le ministère des Mines de la RDC afin de développer une vision nationale commune autour des minerais nécessaires à la transition énergétique. [Les dialogues multipartites organisés à Kolwezi et à Kinshasa](#) ont réuni des représentants du gouvernement, des parties prenantes du secteur et des organisations de la société civile afin d'identifier et de discuter les principaux piliers d'une future stratégie nationale.

Forte de cette dynamique, Resource Matters a publié en 2025 un [livre blanc](#) consacré à la transformation locale et à la création de valeur ajoutée, l'un des objectifs centraux de la stratégie nationale. Ce document passe en revue les efforts déployés par le Congo au cours des vingt dernières années pour



imposer des exigences de transformation locale dans les secteurs du cuivre, du cobalt et du lithium. Il analyse les principaux goulots d'étranglement et propose des recommandations opérationnelles pour aider la RDC à concrétiser ces ambitions concernant ses minerais les plus stratégiques. Un projet de livre blanc a été présenté aux parties prenantes lors de l'Alternative Mining Indaba qui s'est tenu à Lubumbashi en octobre 2025. Leurs commentaires ont permis d'affiner la version finale, qui a été officiellement lancée à Kinshasa en décembre de la même année.

Resource Matters continuera à travailler en étroite collaboration avec les responsables gouvernementaux afin d'adopter cette stratégie et de commencer à la mettre en œuvre en 2026.



Scannez me
pour accéder
au Livre Blanc

Renforcer la voix des communautés sur l'impact social et environnemental de l'exploitation minière

Avec le soutien de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et du 11th Hour Project, en partenariat avec la Sentinelle des Ressources Naturelles, des consortiums de la société civile du Lualaba et du Haut-Katanga ainsi que l'université de Lubumbashi

La société civile congolaise joue depuis longtemps un rôle déterminant dans l'amélioration de la gouvernance minière, notamment en contribuant à l'élaboration du Code minier de 2018, qui a renforcé le partage des recettes, la transparence, les dépenses sociales et le contrôle environnemental. Pourtant, elle a souvent du mal à se faire entendre dans les débats internationaux sur les minerais de la transition énergétique. Resource Matters a par conséquent collaboré avec des partenaires locaux afin de veiller à ce que les réalités congolaises soient prises en compte dans les débats tant nationaux qu'internationaux.

Élaboration d'une feuille de route de la société civile pour la gouvernance des minerais de la transition énergétique

En 2024, Resource Matters a aidé la société civile à élaborer et à adopter une feuille de route commune visant à garantir une gouvernance transparente, équitable et durable des minerais de transition, ce qui a abouti à son approbation officielle lors de l'[Alternative Mining Indaba](#) et à la création d'une commission chargée de superviser sa mise en œuvre.

En 2025, cette commission est devenue une entité plus pérenne, notamment le Groupe de travail et de plaidoyer sur la gestion des minéraux stratégiques. Celui-ci rassemble des parties prenantes de la société civile engagées dans la mise en œuvre de la feuille de route.

Ce groupe sert désormais de tribune collective de réflexion, de coordination et de plaidoyer pour les domaines prioritaires définis dans la feuille de route de la société civile.

Focus sur les conditions de travail et le droit du travail

Dans les provinces de Lualaba et du Haut-Katanga, de graves problèmes liés aux droits du travail ont été signalés à COMMUS, notamment des allégations de conditions de travail dangereuses et des dispositions insuffisantes en matière de protection des travailleurs. Pour remédier à ces problèmes, Resource Matters a apporté son soutien à un consortium de la société civile afin de documenter les conditions de travail et de militer en faveur d'une meilleure protection des travailleurs.

En 2025, le consortium a publié les résultats de ses recherches et a mené des actions de plaidoyer ciblées aux niveaux local et provincial. Ces efforts ont enrichi les réunions de travail et contribué à des améliorations concrètes au sein de COMMUS, notamment en matière d'accès à l'eau potable et de mise à disposition d'espaces adaptés pour les pauses-repas des travailleurs. Il est important de noter que COMMUS a officiellement sollicité un dialogue avec le consortium, marquant ainsi un tournant vers l'instauration d'un engagement constructif et d'un climat de confiance.

Lutter contre de graves atteintes à l'environnement

En 2024, les organisations de la société civile ont identifié la pollution environnementale comme l'une des principales préoccupations des communautés vivant à proximité des sites miniers de la province de Lualaba. Avec le soutien de Resource Matters, un consortium d'organisations locales a documenté des cas de pollution dans plusieurs zones minières.

En 2025, le consortium a publié une série de rapports et de documents de plaidoyer mettant en évidence ces impacts environnementaux. Les sociétés minières, notamment Mutanda Mining (MUMI) et Tenke Fungurume Mining (TFM), ont officiellement contesté certaines de ces conclusions, mais leurs réponses ont également mis en évidence la visibilité croissante des enquêtes menées par les communautés locales.

Le consortium a continué à surveiller les incidents de pollution liés aux activités de TFM, en particulier à proximité de l'usine de traitement de cobalt de 30K située près de Manomapia. Dans ce quartier, les habitants ont signalé de graves problèmes de pollution de l'air. Resource Matters et le consortium ont collaboré avec des scientifiques de l'université de Lubumbashi afin de surveiller les pics de pollution au dioxyde de soufre (SO₂).

Resource Matters a également aidé des associations locales de la société civile à participer à l'audit de TFM mené dans le cadre de l'Initiative pour l'assurance d'une exploitation minière responsable (IRMA). Les normes ESG d'IRMA sont parmi les plus strictes, et cet audit offre une occasion réelle de mettre fin à la pollution de l'air et à d'autres impacts néfastes. Grâce à interaction permanente avec les représentants d'IRMA, du groupe CMOC (la société mère de TFM) et des acheteurs en aval, Resource Matters a œuvré pour que les communautés concernées puissent contribuer de manière constructive au processus d'audit sans craindre pour leur sécurité. Ces efforts ont permis de dégager du temps supplémentaire pour les consultations des auditeurs avec la population locale et de renforcer la participation locale à l'évaluation.

Parallèlement, Resource Matters a soutenu la création d'une coalition informelle d'ONG congolaises et internationales chargée de surveiller et de suivre le processus d'audit jusqu'à la fin de l'année 2025. Dans le prolongement de ces travaux, Resource Matters et ses partenaires continueront en 2026 à militer en faveur de mesures plus strictes en matière de redevabilité des entreprises, notamment la création d'un organisme multipartite indépendant chargé de superviser les mesures correctives et les engagements de suivi découlant du processus d'IRMA. En particulier, Resource Matters et ses partenaires espèrent que TFM donnera suite aux recommandations d'IRMA et mettra fin à la pollution de l'air générée par son usine de 30K.



Depuis fin 2023, les habitants du quartier de Manomapia, dans la commune de Fungurume, vivent au milieu d'une fumée suffocante provoquée par l'usine de traitement de 30K de TFM. Les médias et la société civile ont signalé à plusieurs reprises, en s'appuyant sur des analyses scientifiques.

Cartographier la chaîne d'approvisionnement des minerais pour renforcer la diligence raisonnable des entreprises

Avec le soutien de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et du 11th Hour Project

La responsabilité pour la gestion des risques sociaux, environnementaux et de corruption liés à l'exploitation minière va bien au-delà des sociétés minières. Régulateurs, négociants, sociétés de raffinage et producteurs en aval: tous partagent la responsabilité de prévenir les préjudices tout au long des chaînes d'approvisionnement. Ces obligations se reflètent de plus en plus dans les nouveaux règlements de l'Union européenne. Pourtant, les entreprises invoquent souvent la complexité des chaînes d'approvisionnement mondiales pour justifier une diligence raisonnable insuffisante ou incomplète.

Pour combler cette lacune, Resource Matters a mis au point [une plateforme documentant la chaîne d'approvisionnement en cobalt](#). Accessible au public, cette plateforme permet de suivre le parcours des minerais depuis les mines de la République démocratique du Congo jusqu'aux fabricants de batteries et de véhicules électriques du monde entier, en passant par les négociants et les transformateurs. Depuis 2021, la plateforme compile systématiquement des données publiées par les entreprises et d'autres sources publiques. Cet outil démontre qu'il est à la fois possible et réaliste de suivre les flux de cobalt.

La plateforme a favorisé les échanges avec les décideurs politiques et les initiatives du secteur, notamment l'OCDE, l'Agence internationale de l'énergie, les institutions de l'Union européenne, la Responsible Minerals Initiative et les réseaux de la société civile.

COBALT SUPPLY CHAIN BETA

[Disclaimer](#) [User guide](#) [About](#) [Contact](#)

☐ Detailed



Scannez pour accéder
à la plateforme

En 2025, malgré des difficultés de financement, Resource Matters a élargi la portée de sa plateforme, répertoriant 347 entreprises du secteur du cobalt et 507 transactions. Elle a également ajouté de nouvelles fonctionnalités, notamment une mise à jour majeure reliant directement les profils d'entreprises à la base de données du Business & Human Rights Center, ce qui permet aux utilisateurs d'identifier rapidement les allégations récentes en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) au sein de chaînes d'approvisionnement spécifiques.

Resource Matters a également commencé à appliquer cette méthodologie aux chaînes d'approvisionnement en lithium, se concentrant dans un premier temps sur le projet Manono, dans le sud-est du Congo, avant de recenser au total 192 transactions impliquant 164 entreprises. La carte du lithium devrait être publiée en 2026. Parallèlement, l'organisation a envisagé d'étendre ces travaux aux chaînes d'approvisionnement en coltan, où les risques liés au financement des conflits restent particulièrement élevés. Les premières études ont montré que les flux commerciaux de coltan entre la RDC, le Rwanda et les marchés internationaux sont nettement plus difficiles à retracer que ceux du cobalt ou du lithium. Ces travaux ont finalement été suspendus en raison de contraintes financières.

Au-delà de la cartographie des chaînes d'approvisionnement visant à améliorer l'achat responsable, Resource Matters s'est également penchée sur les évolutions législatives au niveau l'Union européenne qui risquent d'éroder [la redevabilité des entreprises pour ce qui se passe dans leurs chaînes d'approvisionnement](#). Resource Matters a contesté la dérégulation prévue dans le paquet Omnibus de l'UE. En effet, les retards de mise en œuvre de la directive relative à la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD) et l'affaiblissement de la directive sur la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises (CSDDD) porteraient atteinte à l'intégrité des chaînes d'approvisionnement. Resource Matters n'a cessé de faire valoir que la compétitivité à long terme de l'Europe dépendait de l'application de règles strictes et crédibles, visant à prévenir les abus et à garantir la redevabilité, plutôt que d'un assouplissement des normes réglementaires.

Plaider auprès de l'UE pour une meilleure gouvernance minière dans la région des Grands Lacs

Avec le soutien de Open Society Foundations et du 11th Hour Project

Alors que la demande mondiale en « minerais critiques » ne cesse de croître, la concurrence géopolitique pour l'accès à ces ressources s'est considérablement intensifiée. Aux côtés des États-Unis, de la Chine et du Japon, l'Union européenne a pris des mesures stratégiques pour sécuriser ses chaînes d'approvisionnement en minerais grâce à des initiatives phares telles que la stratégie « Global Gateway » et la législation européenne sur les matières premières critiques.

Dans ce contexte plus large, [le partenariat stratégique UE-RDC sur les matières premières durables](#), annoncé en 2023 et officialisé par une feuille de route en 2024, a fixé des objectifs ambitieux, notamment l'approvisionnement responsable, la création de valeur ajoutée locale et l'implication des communautés. Toutefois, les progrès sur le terrain ont jusqu'à présent été limités. Les entreprises chinoises continuent de dominer de larges pans du secteur minier congolais, tandis que les entreprises américaines bénéficient d'un soutien diplomatique et financier actif pour investir au Congo. Par comparaison, l'engagement européen reste modeste et souvent restreint.

Le plaidoyer de Resource Matters repose sur la profonde conviction que l'Europe doit respecter ses propres valeurs et principes fondamentaux dans ses relations avec la République démocratique du Congo. La poursuite de l'objectif de chaînes d'approvisionnement minières sûres ne doit en aucun cas se faire au détriment des droits humains ou de la gouvernance démocratique. Il est essentiel que l'Union européenne agisse en cohérence avec ses propres engagements en matière de respect de la dignité humaine, de promotion de la bonne gouvernance et de protection des libertés fondamentales en Afrique. Le respect de ces valeurs n'est pas seulement un impératif moral, mais aussi un atout stratégique, en particulier dans un contexte mondial où les intérêts économiques et géopolitiques



Le 4 mars 2026, Resource Matters est intervenu lors de la réunion de haut niveau intitulée « La géopolitique des matières premières », organisée par la députée européenne Jana Jalloul, à laquelle ont participé la Commission européenne et plusieurs députés européens.

prennent souvent le pas sur les considérations éthiques. En plaçant le respect des droits humains et de la démocratie au cœur de ses partenariats, l'Europe peut faire preuve d'un véritable leadership et établir sa crédibilité sur le continent.

Tout au long de l'année 2025, Resource Matters a intensifié ses actions de plaidoyer et son engagement stratégique tant en République démocratique du Congo qu'à Bruxelles afin dans ce sens. S'appuyant sur des recherches approfondies, l'organisation a élaboré une note d'orientation politique confidentielle à l'attention de la Commission européenne, de la délégation de l'UE à Kinshasa et des membres du Parlement européen. Cette note a mis en évidence l'urgence d'un soutien accru de l'UE pour aider la RDC à élaborer une stratégie nationale cohérente et inclusive concernant les minerais essentiels à la transition énergétique, en mettant l'accent sur une meilleure coordination interministérielle et une participation constructive de la société civile congolaise à l'élaboration des politiques. Resource Matters a exhorté l'UE à préférer une assistance technique visant à renforcer les cadres juridiques et institutionnels (systèmes transparents de quotas d'exportation, gouvernance des zones économiques spéciales et planification énergétique globale, notamment) à une implication directe dans les négociations des contrats miniers.

L'un des piliers fondamentaux de l'action de plaidoyer de Resource Matters est la promotion de la valeur ajoutée locale. L'organisation a appelé l'UE à sortir d'une logique étroite centrée sur le cobalt et à soutenir activement un développement industriel plus large en RDC, englobant la transformation du cuivre, la production de précurseurs de batteries et la promotion de partenariats industriels transparents. Il est tout aussi urgent de remédier au déficit électrique chronique du pays grâce à des investissements énergétiques inclusifs et décentralisés, capables d'alimenter à la fois les exploitations minières et les communautés environnantes. Resource Matters

a souligné que la transition énergétique devait avant tout profiter aux populations congolaises, au lieu de servir uniquement les intérêts industriels européens.

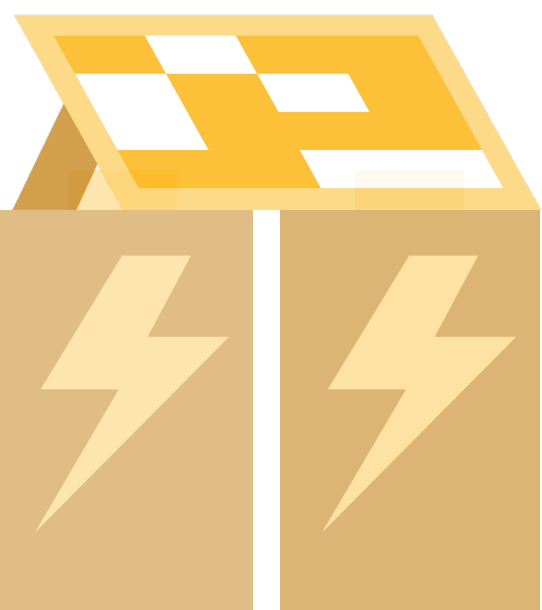
La transparence et la redevabilité tout au long des chaînes d'approvisionnement en minerais restent des priorités fondamentales. Resource Matters a réclamé une participation accrue de la société civile à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), des obligations de diligence raisonnable plus strictes pour les entreprises s'approvisionnant en minerais congolais ainsi qu'une meilleure traçabilité de la chaîne d'approvisionnement grâce à des outils de cartographie accessibles au public. Ces recommandations ont servi de cadre aux discussions de haut niveau menées par l'organisation lors de la DRC Mining Week à Lubumbashi ainsi qu'à ses échanges réguliers avec les responsables de la Commission européenne et du Parlement européen.

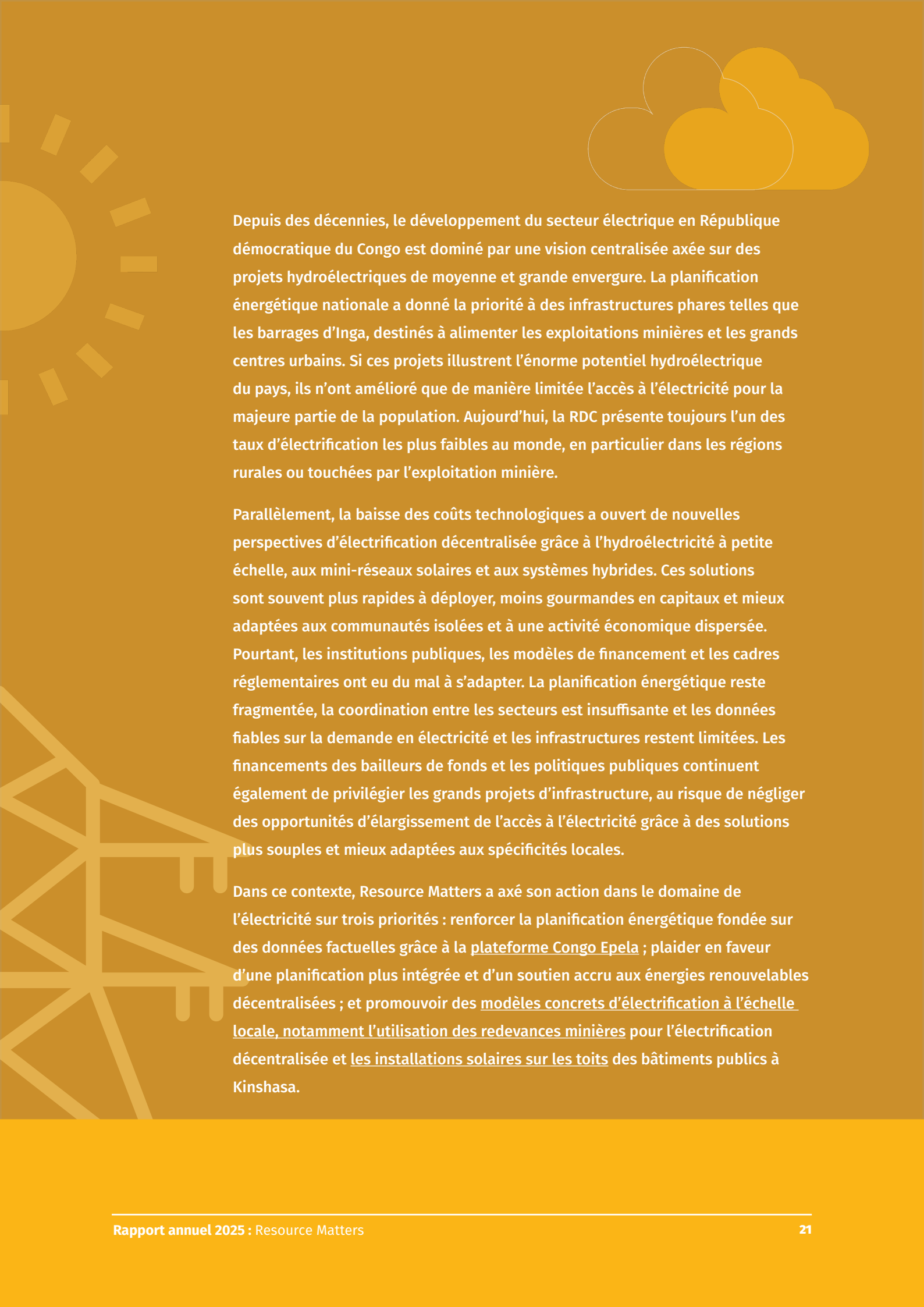
Conformément à sa stratégie de plaidoyer, Resource Matters a joué un rôle actif lors des « Eu Raw Materials Week 2025 » en participant à deux tables rondes majeures. L'une d'elle était consacrée au projet du corridor de Lobito, une initiative emblématique qui incarne les ambitions de l'Union européenne en Afrique Centrale. Resource Matters a présenté ce corridor comme un test décisif pour la crédibilité environnementale et sociale de l'Europe en Afrique. Les discussions ont mis en évidence trois impératifs fondamentaux : une transparence totale de tous les contrats et flux financiers liés au corridor ; une gestion rigoureuse des risques environnementaux — en particulier la protection des forêts de Miombo et d'autres écosystèmes vulnérables — ; et la nécessité d'une transition énergétique juste comprenant l'électrification des communautés locales touchées par les activités minières. Resource Matters a souligné que le succès du corridor de Lobito ne peut se mesurer uniquement à l'aune de l'efficacité logistique ou des volumes d'exportation, mais doit être évalué en tenant compte de ses avantages concrets pour les communautés congolaises en matière de justice, de développement durable et d'accès à l'énergie.

Enfin, tout au long de l'année 2025, Resource Matters a appelé l'Union européenne à aligner l'ensemble de ses partenariats régionaux sur ses objectifs déclarés en matière de gouvernance et de développement durable. Cela implique notamment d'appliquer des normes cohérentes de traçabilité des minerais et de transparence des chaînes d'approvisionnement dans le cadre de tous les partenariats relatifs aux matières premières stratégiques, compte tenu notamment des préoccupations persistantes concernant les minerais de conflit et les flux commerciaux illicites dans la région des Grands Lacs. L'organisation a pris l'initiative de fournir des données factuelles et une analyse des politiques afin d'éclairer les décideurs européens. Elle s'est associée à des initiatives plus larges de la société civile exhortant l'UE à adopter une approche responsable et fondée sur des principes garantissant que le développement minier favorise des réformes structurelles à long terme et une croissance inclusive en RDC.



Électricité





Depuis des décennies, le développement du secteur électrique en République démocratique du Congo est dominé par une vision centralisée axée sur des projets hydroélectriques de moyenne et grande envergure. La planification énergétique nationale a donné la priorité à des infrastructures phares telles que les barrages d'Inga, destinés à alimenter les exploitations minières et les grands centres urbains. Si ces projets illustrent l'énorme potentiel hydroélectrique du pays, ils n'ont amélioré que de manière limitée l'accès à l'électricité pour la majeure partie de la population. Aujourd'hui, la RDC présente toujours l'un des taux d'électrification les plus faibles au monde, en particulier dans les régions rurales ou touchées par l'exploitation minière.

Parallèlement, la baisse des coûts technologiques a ouvert de nouvelles perspectives d'électrification décentralisée grâce à l'hydroélectricité à petite échelle, aux mini-réseaux solaires et aux systèmes hybrides. Ces solutions sont souvent plus rapides à déployer, moins gourmandes en capitaux et mieux adaptées aux communautés isolées et à une activité économique dispersée. Pourtant, les institutions publiques, les modèles de financement et les cadres réglementaires ont eu du mal à s'adapter. La planification énergétique reste fragmentée, la coordination entre les secteurs est insuffisante et les données fiables sur la demande en électricité et les infrastructures restent limitées. Les financements des bailleurs de fonds et les politiques publiques continuent également de privilégier les grands projets d'infrastructure, au risque de négliger des opportunités d'élargissement de l'accès à l'électricité grâce à des solutions plus souples et mieux adaptées aux spécificités locales.

Dans ce contexte, Resource Matters a axé son action dans le domaine de l'électricité sur trois priorités : renforcer la planification énergétique fondée sur des données factuelles grâce à la plateforme Congo Epela ; plaider en faveur d'une planification plus intégrée et d'un soutien accru aux énergies renouvelables décentralisées ; et promouvoir des modèles concrets d'électrification à l'échelle locale, notamment l'utilisation des redevances minières pour l'électrification décentralisée et les installations solaires sur les toits des bâtiments publics à Kinshasa.

Améliorer les données sous-tendant la planification de l'électrification

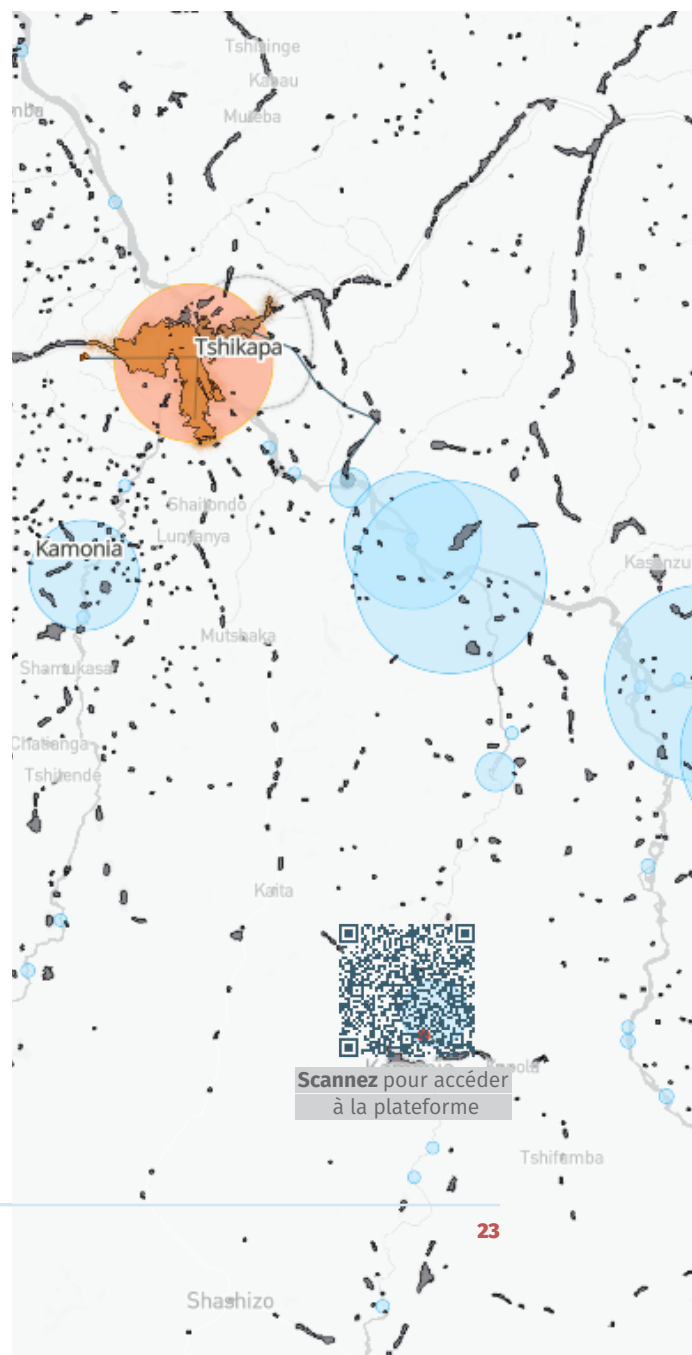
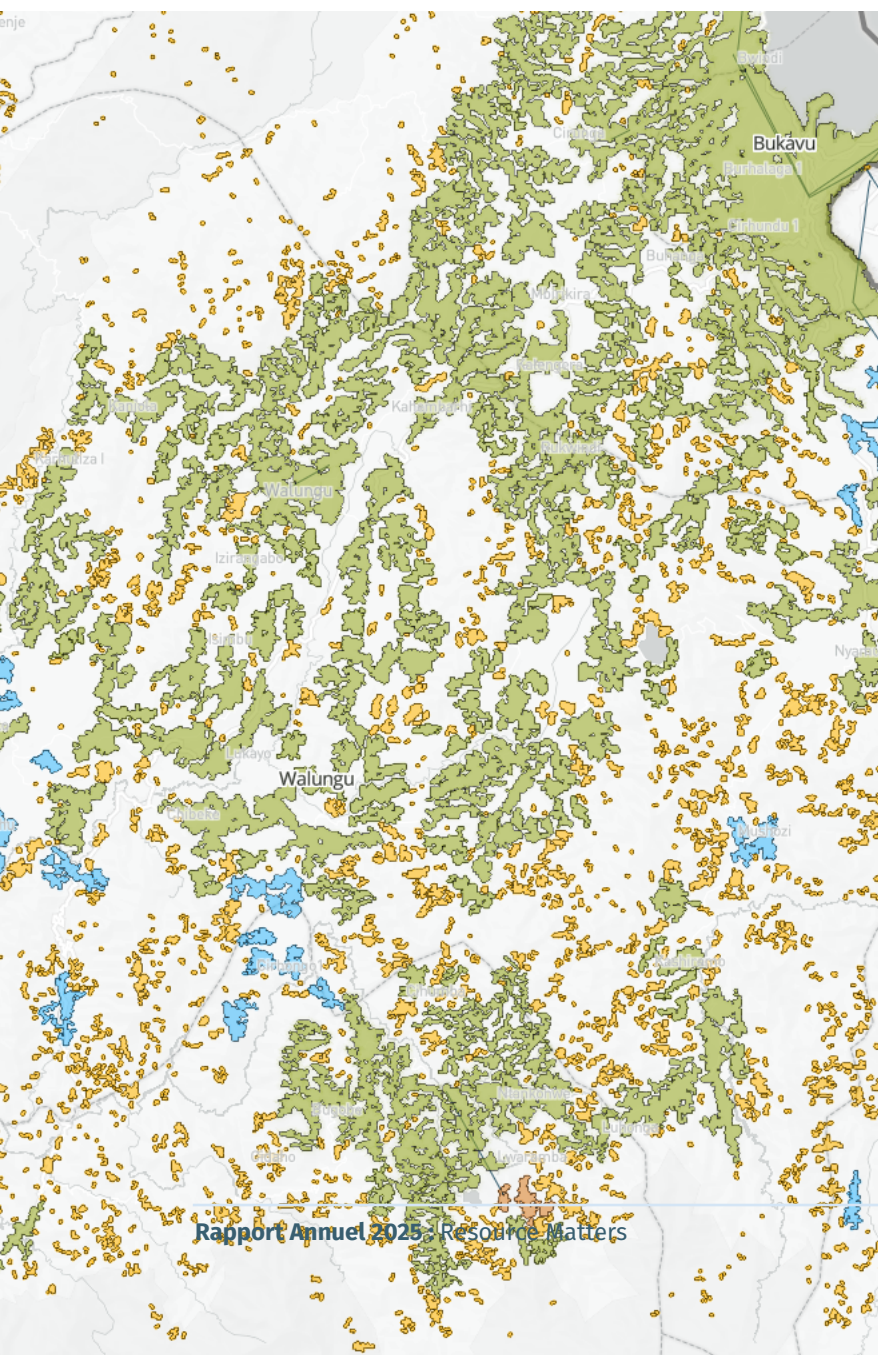
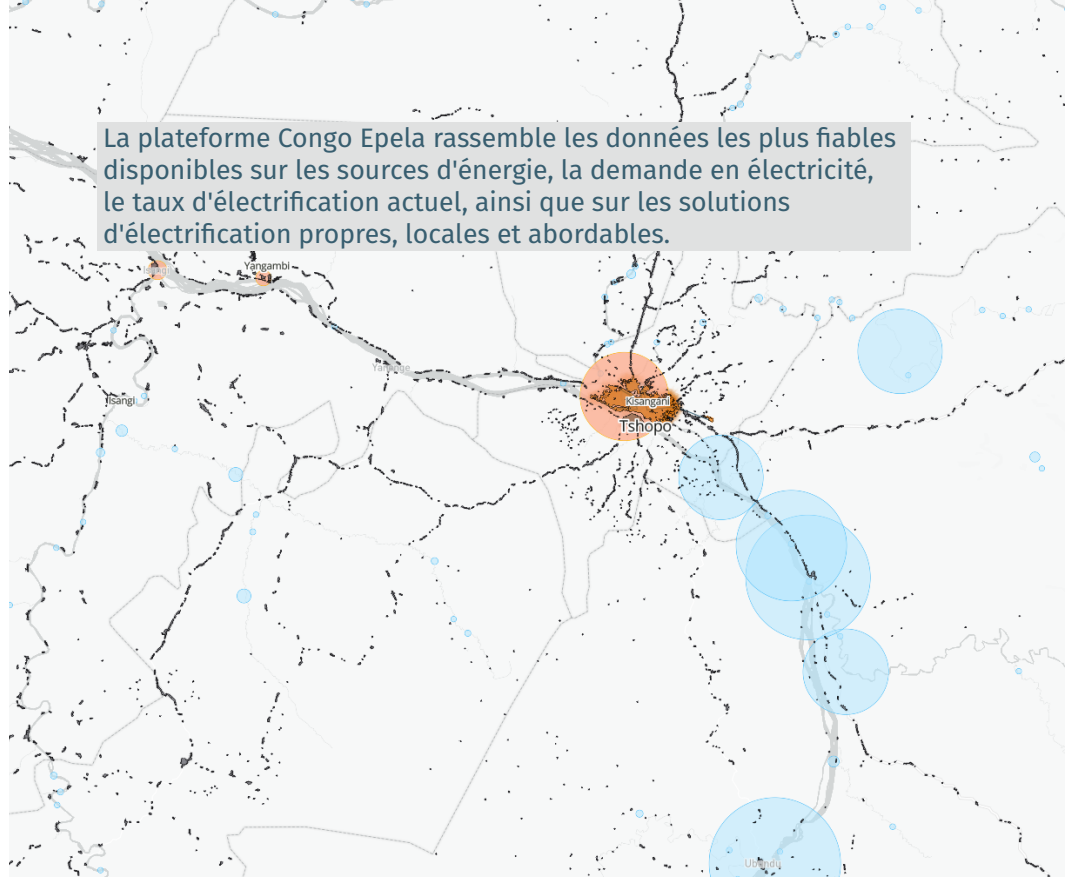
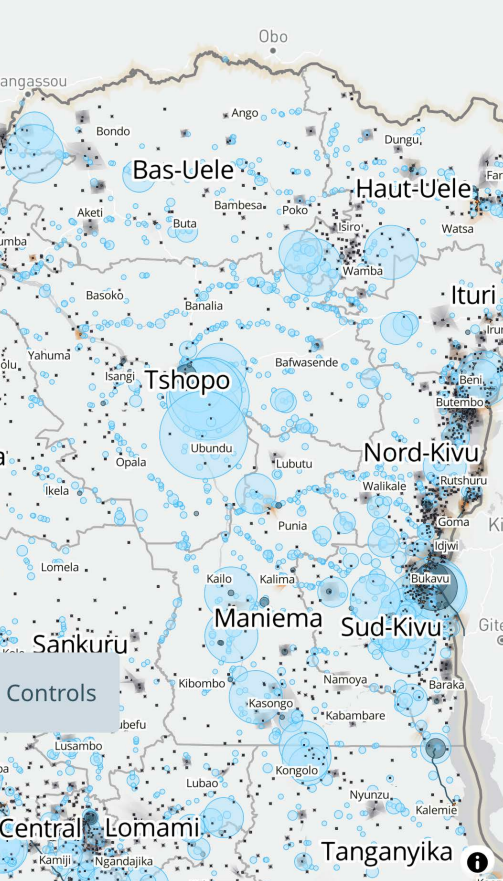
Avec le soutien du 11th Hour Project et de l'American Jewish World Service

L'un des principaux défis liés à la planification de l'accès à l'électricité en République démocratique du Congo réside dans le manque de données fiables et actualisées. Dans un pays où aucun recensement de la population n'a été réalisé depuis plus de quarante ans, même les informations élémentaires concernant le lieu de résidence des habitants, leurs besoins en électricité et les infrastructures existantes sont souvent incomplètes.

Tout au long de l'année 2025, l'équipe a continué d'améliorer la qualité des informations alimentant Congo Epela, le portail de données sur l'électrification développé par Resource Matters. Étant donné que la fiabilité des modèles d'électrification dépend entièrement de la qualité des données sous-jacentes, une grande partie de ce travail a consisté à mettre à jour les données d'entrée utilisées par l'outil open source d'électrification spatiale (OnSSET), qui permet d'estimer la solution d'électrification la plus réaliste pour différentes régions du pays.

Grâce aux chiffres de population révisés et aux nouvelles données sur l'accès à l'électricité fournies par le Reiner Lemoine Institute (RLI), la plateforme est désormais en mesure de déterminer avec plus de précision quelles communautés devraient être raccordées au réseau électrique principal et lesquelles sont susceptibles de tirer davantage profit de solutions décentralisées, telles que les mini-réseaux solaires ou les systèmes autonomes. De nouveaux inventaires des infrastructures existantes dans les domaines du charbon, de l'énergie solaire et de l'hydroélectricité ont été intégrés à la plateforme. Celle-ci contient désormais les installations hydroélectriques existantes (au nombre de 251) et potentielles (3 348 sites hydroélectriques à travers le pays) ainsi que 20 sites solaires existants et 101 potentiels.

L'équipe a également mis à jour les données relatives à la demande énergétique du secteur de la santé, qui couvrent désormais 22 provinces et 38 049 établissements de santé.



Évaluer différentes voies d'électrification

Au-delà de l'amélioration des données elles-mêmes, Resource Matters a également renforcé la capacité de la plateforme à tester différents choix en matière de politiques et d'investissements. La version mise à jour de Congo Epela comprend désormais six scénarios d'électrification prédéfinis, modélisés à l'aide d'OnSSET. Ces scénarios examinent comment différentes hypothèses, telles qu'une demande énergétique plus ou moins élevée, les fluctuations des prix du diesel ou les exonérations fiscales pour les raccordements des foyers au réseau, peuvent influencer sur le coût et la faisabilité des stratégies d'électrification.

Ce type d'analyse de scénarios aide les décisionnaires politiques et les investisseurs à mieux comprendre les conséquences des différentes décisions. Par exemple, les prix élevés du diesel ont tendance à rendre les mini-réseaux d'énergie renouvelable plus compétitifs, tandis que la réduction des coûts de raccordement pour les ménages peut augmenter considérablement le nombre de personnes raccordées aux réseaux centralisés. En comparant ces scénarios, la plateforme permet d'identifier les combinaisons de technologies et de politiques susceptibles d'assurer l'extension la plus rapide et abordable de l'accès à l'électricité.

Déterminer le meilleur mix énergétique pour les réseaux nationaux

En parallèle, Resource Matters a poursuivi sa collaboration avec l'université du Cap (UCT) afin d'élaborer un modèle de mix énergétique optimal pour les deux principaux réseaux électriques de la RDC, qui restent physiquement séparés. À l'aide du système de modélisation énergétique en open source (OSeMOSYS), le projet vise à déterminer l'équilibre le plus efficace entre les différentes sources d'énergie, notamment l'hydroélectricité, l'énergie solaire, la production thermique et d'autres technologies, tant pour le réseau de l'est que pour celui du sud-ouest.

Les premiers résultats de ces travaux de modélisation ont été intégrés à Congo Epela en 2025 et permettent de mieux cerner comment les différentes sources d'énergie pourraient se compléter au fil du temps. Le résultat le plus marquant semble être que l'énergie éolienne pourrait constituer une source potentielle importante pour alimenter les réseaux électriques. Bien que l'analyse continue d'être affinée pour garantir l'exactitude de toutes les hypothèses utilisées dans le modèle, elle fournit d'ores et déjà des indications importantes sur la manière dont la RDC pourrait passer d'investissements énergétiques fragmentés et réactifs à une planification à long terme plus cohérente.



Atelier des parties prenantes sur la réforme du secteur de l'électricité en RDC : renforcer la collaboration et le plaidoyer entre les principales parties prenantes afin de favoriser l'amélioration du cadre juridique et réglementaire régissant le secteur de l'électricité en République démocratique du Congo.

D'importantes lacunes de données subsistent, notamment en ce qui concerne la demande en électricité des entreprises minières, des PME et des établissements scolaires.

Sensibiliser et influencer les politiques d'électrification

En 2025, Resource Matters a renforcé la visibilité et l'impact politique de la plateforme Congo Epela grâce à des présentations lors de forums régionaux et internationaux, notamment une conférence sur la modélisation énergétique à l'Institut royal de technologie KTH de Stockholm, un événement de haut niveau de l'Union africaine à Addis-Abeba, [le Sommet africain sur le climat](#) et [la Semaine européenne des matières premières à Bruxelles](#).

S'appuyant sur les données générées par Congo Epela, l'organisation a plaidé pour une planification énergétique plus transparente et fondée sur des données factuelles, faisant valoir que les solutions d'énergies renouvelables décentralisées offraient une voie plus rapide, réaliste et équitable pour élargir l'accès à l'électricité en République démocratique du Congo que des mégaprojets coûteux.



Réseau Mwangaza

Renforcer l'action de la société civile en faveur d'une électrification durable

Avec le soutien du 11th Hour Project et de l'American Jewish World Service

Depuis 2018, Resource Matters accompagne des organisations de la société civile aux niveaux national, provincial et local afin de promouvoir une électrification universelle, propre et abordable. Ces organisations forment la [coalition Mwangaza](#), qui regroupe neuf organisations membres réparties dans sept provinces.

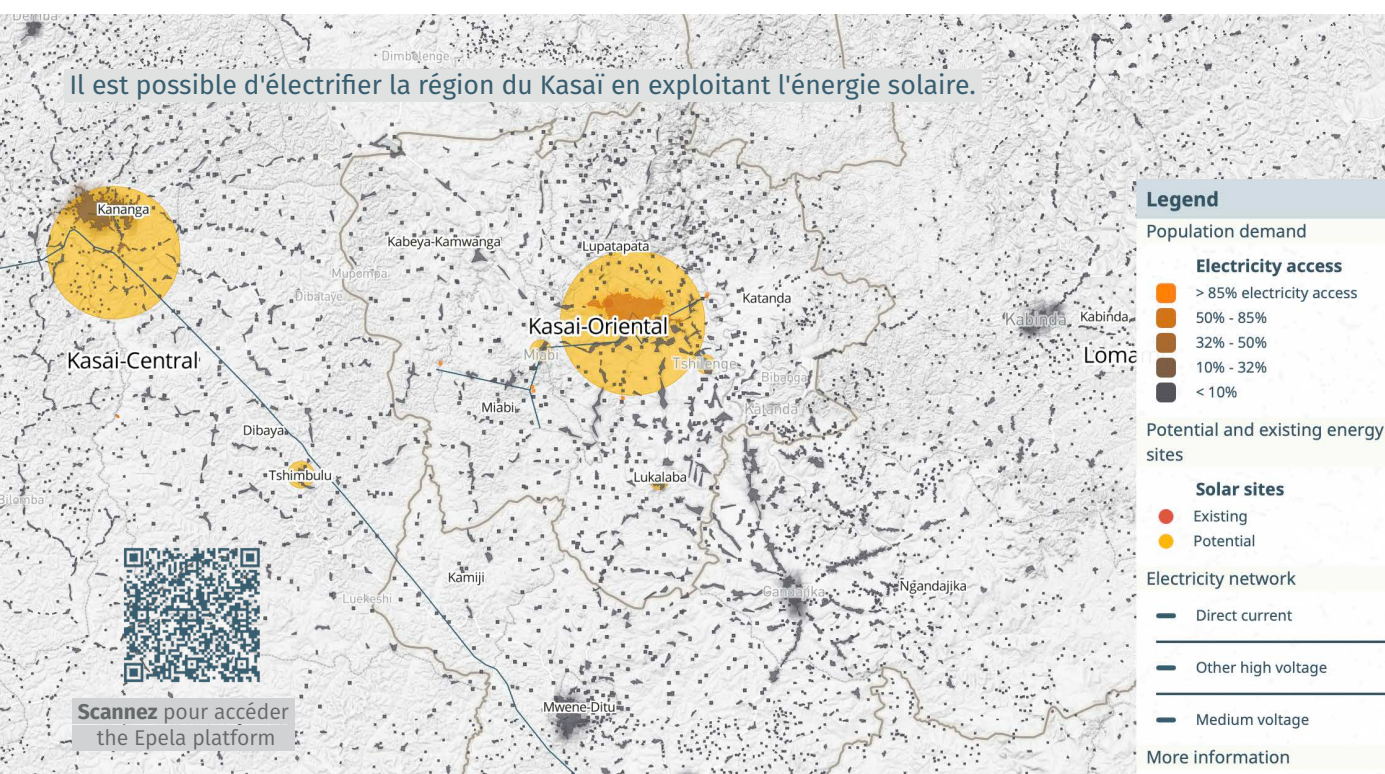
Plaider pour une planification énergétique intégrée

Au niveau national, le réseau Mwangaza a continué à réclamer une planification énergétique plus intégrée tenant compte de la diversité des secteurs économiques et des besoins énergétiques du pays. L'une des étapes clés du programme 2025 a été un [séminaire régional d'échanges organisé au Kenya](#), qui a réuni des représentants des principales organisations congolaises du secteur de l'électricité, des autorités provinciales, des membres de Mwangaza, des agences gouvernementales kényanes, des représentants des comtés de Kitui et de Meru ainsi que des organisations de la société civile kényane, notamment la Coalition ACCESS. Ce séminaire a été l'occasion de tirer les enseignements de l'expérience du Kenya en matière de [modèles de distribution d'énergie](#) (EDM) et a contribué à jeter les bases d'une future collaboration consacrée à la planification énergétique intégrée en République démocratique du Congo.

À l'issue du séminaire, Resource Matters et ses partenaires kényans ont élaboré un plan d'action commun visant à améliorer la coordination entre les parties prenantes du secteur énergétique en RDC. Suite au revues

techniques menées à Dar es-Salaam, la mise en œuvre devra débuter en 2026 par une table ronde nationale sur l'énergie réunissant l'ensemble des parties prenantes.

Au niveau provincial, les membres de Mwangaza ont regroupé leurs différents diagnostics en matière d'électrification dans un rapport stratégique commun. Dans plusieurs provinces, ces analyses ont donné lieu à des tables rondes d'experts au cours desquelles Resource Matters a utilisé la plateforme Congo Epela pour proposer des stratégies d'électrification adaptées aux réalités locales. Dans les régions minières, les membres de la coalition ont également examiné les engagements des sociétés minières en faveur du développement communautaire ainsi que leurs plans d'investissement locaux, afin d'appeler à un soutien accru aux projets d'électrification et à une meilleure coordination entre les sociétés minières et les autorités locales. Cette approche a été mise en œuvre dans la province de Lualaba et dans la région diamantifère du Kasai.



Renforcer le cadre juridique des énergies renouvelables

Le réseau Mwangaza a joué un rôle central dans les débats autour de la réforme de la loi sur l'électricité en République démocratique du Congo. Si la plupart des parties prenantes conviennent que la loi de 2014 sur l'électricité devait être mise à jour afin de mieux prendre en compte l'énergie solaire et éolienne,

les organisations de la société civile et les parties prenantes du secteur de l'énergie ont critiqué la réforme lancée par le gouvernement pour 2025. Elles jugent le processus précipité et insuffisamment consultatif. Le réseau Mwangaza s'est associé à l'Association Congolaise pour les Énergies Renouvelables et Décentralisées (ACERD), qui représente les entreprises du secteur, afin de militer pour des améliorations substantielles.

Au-delà des préoccupations liées à la procédure, Mwangaza et l'ACERD ont fait valoir que la loi révisée restait inadaptée aux réalités de l'électrification décentralisée et n'instaure pas un cadre cohérent pour le développement des énergies renouvelables, la planification énergétique intégrée et la gouvernance locale de l'électricité. M. Mwangaza s'est notamment opposé aux dispositions qui affaiblissent l'autorité des provinces sur les projets électriques locaux.

La coalition Mwangaza et l'ACERD ont également demandé un cadre plus pratique et plus favorable aux investissements, dont des procédures simplifiées d'autorisation des projets décentralisés, une réglementation plus robuste et indépendante du secteur de l'électricité ainsi qu'une meilleure coordination entre les institutions existantes, plutôt que la création de nouveaux organismes dont les mandats se chevauchent. Les membres de Mwangaza ont par ailleurs réclamé des mécanismes plus clairs afin de garantir que les politiques d'électrification profitent aux populations locales sans imposer d'obligations irréalistes susceptibles de nuire aux investissements dans les énergies renouvelables.

Tout au long de l'année 2025, ces recommandations ont été relayées au travers d'actions de communication dans les médias, d'ateliers, de notes d'orientation et de contacts directs avec les institutions gouvernementales et les parlementaires. Bien que la loi révisée ait finalement été promulguée, les actions de plaidoyer se sont poursuivies afin de garantir que les principales recommandations de la société civile soient intégrées dans les décrets d'application qui guideront la mise en œuvre pratique de la réforme.

Présenter des solutions concrètes d'électrification décentralisée

S'appuyant sur ses recherches concernant les voies d'électrification décentralisées et sur son soutien aux actions de plaidoyer menées par la société civile locale, Resource Matters s'est également attachée à montrer comment ces approches peuvent se traduire par des modèles de mise en œuvre concrets et évolutifs. En 2025, ces efforts se sont traduits par des initiatives visant à lier les recettes minières locales aux investissements dans l'électrification et à [promouvoir des solutions solaires de toiture pour les infrastructures publiques](#). Ensemble, ces initiatives montrent comment des solutions techniques concrètes peuvent contribuer à promouvoir un accès à l'énergie plus inclusif et plus durable en République démocratique du Congo.



©ResourceMatters-2025



©ResourceMatters-2025

Nous réunissons tous les acteurs du secteur de l'électricité — notamment les autorités publiques à tous les niveaux, les fournisseurs d'électricité, les consommateurs et la société civile — afin de garantir à l'ensemble de la population congolaise un accès effectif à l'électricité.

Affecter des redevances minières locales à des projets d'électrification décentralisés

Avec le soutien du 11th Hour Project et de l'American Jewish World Service

La construction de nouvelles infrastructures électriques en République démocratique du Congo reste coûteuse, même en recourant à des solutions décentralisées et peu onéreuses. Pour combler ce déficit de financement, il faut donc mobiliser toutes les sources de financement disponibles, qu'elles soient publiques ou privées, internationales, nationales ou locales. Depuis la révision de 2018 du Code minier, les redevances minières attribuées aux provinces et aux entités territoriales décentralisées (ETD) sont apparues comme une source potentiellement importante d'investissements pour le développement local, notamment en matière d'électrification.

Par l'intermédiaire de [la plateforme Makuta ya Maendeleo](#), Resource Matters et ses partenaires suivent les paiements de redevances minières à l'aide de statistiques locales et des données de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). La plateforme montre que plusieurs collectivités provinciales et locales perçoivent chaque année des dizaines de millions de dollars au titre des redevances minières, les recettes de la province de Lualaba ayant dépassé les 250 millions USD en 2023. En 2025, Resource Matters a mis à jour cette plateforme en y intégrant de nouvelles données relatives au secteur minier et a continué à plaider en faveur d'une publication plus complète et systématique des flux de recettes infranationaux dans les rapports de l'ITIE.

S'appuyant sur ce travail de transparence, Resource Matters a poursuivi [ses efforts pour transformer les recettes minières en résultats d'électrification concrets](#). En partenariat avec le Reiner Lemoine Institute, en 2024, Resource Matters a mené plusieurs études de cas dans les ETD de Luilu, Kaponda et Kakangayi et organisé

une table ronde nationale sur cette thématique réunissant des représentants des ministères, des ETD et des bailleurs de fonds. Les actions de plaidoyer se sont poursuivies tout au long de l'année 2025, à l'échelle tant locale que nationale. Resource Matters a publié et largement diffusé [une note d'orientation politique](#) présentant les options d'électrification les plus adaptées aux ETD ainsi que l'ampleur des investissements nécessaires.

Ces efforts ont contribué à lancer des discussions entre les autorités des ETD et les entreprises d'énergie privées sur de possibles modèles de mise en œuvre des projets d'électrification décentralisée. Dans l'ETD de Luilu, par exemple, les autorités locales ont commencé à envisager d'utiliser les recettes issues des redevances minières pour financer les futures infrastructures d'électrification. Ceci illustre comment une meilleure transparence concernant les recettes minières au niveau infranational peut soutenir la planification concrète du développement local et les décisions d'investissement.



Promouvoir l'installation de panneaux solaires sur les toits des bâtiments publics

Avec le soutien du 11th Hour Project et de l'American Jewish World Service

La fiabilité de l'approvisionnement électrique reste un défi majeur dans toute la République démocratique du Congo, y compris dans les grands centres urbains tels que Kinshasa. Resource Matters a dès lors lancé une initiative promouvant l'installation de systèmes solaires sur les toits des bâtiments publics, dans le but de convertir ces centres de consommation d'électricité peu fiables en centres locaux de production d'énergie solaire.

En 2025, Resource Matters, en partenariat avec le Reiner Lemoine Institute (RLI), a mené [une étude de pré faisabilité visant à évaluer la possibilité de rendre certains bâtiments publics plus autonomes sur le plan énergétique grâce à l'énergie solaire](#). Cette initiative vise à encourager les pouvoirs publics à investir dans une plus grande autonomie énergétique des infrastructures publiques, tout en améliorant l'efficacité énergétique et la résilience des villes congolaises.

Au cours de la phase pilote, ce sont les sièges de l'Institut Supérieur des Techniques Appliquées (ISTA) et de la Société Nationale de l'Électricité (SNEL) qui ont été choisis pour les études de pré faisabilité. Les résultats ont été communiqués aux institutions concernées, ce qui permet d'avancer vers la réalisation d'études de faisabilité détaillées. En 2025, une [note d'orientation politique](#) et un documentaire mettant en lumière les défis énergétiques ont été publiés afin d'accélérer la prise de décision. En 2026, le plaidoyer visera principalement à obtenir des financements concrets — notamment pour l'ISTA — afin de mettre en place un modèle reproductible pour les bâtiments publics à l'échelle nationale.



Le toit de l'Institut supérieur de technologie appliquée (ISTA), site dédié aux études de pré faisabilité pour l'électrification des bâtiments.

Corruption





La République démocratique du Congo possède quelques-unes des plus grandes réserves mondiales de minerais critiques, susceptibles de soutenir le développement national et la souveraineté énergétique. La corruption généralisée continue cependant de faire obstacle à ces ambitions. Dans l'Indice de perception de la corruption 2024 de Transparency International, la RDC a obtenu un score de 20 sur 100 et s'est classée 163e sur 180 pays. La corruption touche tout particulièrement le secteur minier : les contrats opaques, la corruption et le détournement de fonds publics ont permis aux élites et aux multinationales de s'arroger les profits, au détriment des communautés.

Resource Matters soutient que les recettes minières doivent servir le développement national plutôt que l'enrichissement privé. En collaboration avec d'autres membres de la coalition Le Congo n'est pas à vendre (CNPAV), l'organisation s'attaque à des cas emblématiques de corruption et mène des actions de plaidoyer au niveau tant national qu'international afin de promouvoir la redevabilité et la gestion transparente et équitable des richesses minières du pays.

Assurer une résolution équitable de l'affaire Dan Gertler

Avec le soutien du National Endowment for Democracy (NED)

L'homme d'affaires israélien Dan Gertler fait l'objet de sanctions des États-Unis pour corruption au plus haut niveau depuis 2017. Les autorités judiciaires des États-Unis, de la Suisse et du Canada ont toutes mené des enquêtes sur des entreprises ayant collaboré avec Gertler (notamment Glencore, Katanga Mining et Och-Ziff Capital Management) et ont conclu que ces entreprises n'avaient pas pris des mesures suffisantes pour empêcher les faits de corruption liés à leurs relations d'affaires avec lui. Pourtant, malgré ces affaires et les allégations de corruption qui pèsent depuis longtemps sur lui, Dan Gertler lui-même n'a toujours pas eu à rendre de comptes devant la justice. Selon les estimations de la coalition CNPAV, les contrats miniers et pétroliers liés à ses entreprises ont coûté [plus de 2 milliards d'euros](#) à la République démocratique du Congo.

En 2022, le gouvernement congolais a néanmoins signé un accord permettant à la société de Gertler de conserver certains de ses actifs miniers et pétroliers les plus précieux, tout en l'indemnisant pour d'autres actifs qu'il n'avait pas pu vendre avant les sanctions. Pour la coalition CNPAV, cet accord a enrichi davantage Dan Gertler, malgré les conditions très contestables dans lesquelles bon nombre de ces actifs avaient été acquis à l'origine. Depuis lors, la coalition n'a cessé de plaider en faveur d'une renégociation de l'accord, affirmant que la seule issue acceptable était que [Gertler cède ces actifs à l'État congolais sans compensation financière supplémentaire](#).

Tout au long de l'année 2025, le CNPAV a poursuivi ses actions de sensibilisation en diffusant un rapport et [une bande dessinée publiés fin 2024](#). La coalition a également exhorté les autorités américaines à maintenir les sanctions et à renoncer à leur assouplissement, pour éviter que Gertler puisse continuer à tirer profit d'actifs liés à des faits de corruption présumés.

En juillet 2025, Bloomberg a publié un article sur une procédure d'arbitrage en Israël, dans lequel Gertler aurait reconnu avoir versé des pots-de-vin à des

personnalités politiques congolaises de haut rang. Le CNPAV a réagi publiquement. Dans la foulée, une campagne médiatique coordonnée en RDC a ciblé la coalition, notamment la directrice exécutive et le directeur adjoint de Resource Matters.

Malgré ces attaques, le CNPAV a continué à plaider en faveur de la redevabilité, du maintien des sanctions à l'encontre de Gertler et de la renégociation de l'accord de 2022. En décembre 2025, les sanctions américaines étaient toujours en vigueur. Les procédures judiciaires engagées par Gertler contre Resource Matters et de Jean-Claude Mputu, directeur adjoint de Resource Matters et porte-parole du CNPAV, sont également restées en suspens, sans avancée notable.



Mouvements citoyens du CNPAV devant l'ambassade de Suisse à Kinshasa pour veiller à ce que la population congolaise bénéficie de l'accord de règlement de 150 millions de dollars conclu par Glencore en Suisse dans le cadre d'une affaire de corruption.

Enquêter sur les risques de corruption dans le secteur du lithium

La région de Manono, en République démocratique du Congo, recèle quelques-uns des plus grands gisements de lithium inexploités au monde, ce qui en fait une zone stratégique pour l'industrie mondiale des batteries. Mais avant même que la production industrielle n'ait commencé, le secteur est déjà marqué par des accords opaques, des litiges juridiques et des intermédiaires politiquement connectés se disputant l'accès aux droits d'exploitation minière.

Au terme d'une année de recherche, Resource Matters a publié le rapport intitulé [Manono: Neuf signaux d'alerte dans le secteur naissant du lithium en RDC en décembre 2025](#).

L'enquête a mis en évidence plusieurs signaux d'alerte concrets. Ainsi, le conflit entre AVZ Minerals à la société publique Cominière sur la partie sud de Manono met en lumière des préoccupations plus générales sur le transfert des participations minières de l'État et le rôle d'acteurs politiquement opposés dans les négociations stratégiques. Un autre exemple est celui du versement de 70 millions USD à une ONG ayant des liens avec le monde politique, peut-être aux fins de l'acquisition des droits sur la partie nord du projet Manono. Cette transaction a soulevé d'importantes questions quant aux véritables bénéficiaires de l'opération.

Plutôt que de traiter ces problèmes comme des cas isolés, l'enquête a montré que la faiblesse des contrôles et le manque de transparence façonnaient déjà la structure du secteur émergent du lithium. En recensant ces signaux d'alerte à un stade précoce, Resource Matters et la coalition du CNPAV ont cherché à inciter les autorités congolaises, les investisseurs et les acheteurs en aval à faire preuve d'une plus grande vigilance, pour éviter que les problèmes de gouvernance deviennent endémiques. Le rapport soutient que le secteur du lithium en RDC a encore la possibilité de se développer différemment de certaines branches des industries du cuivre et du cobalt, à condition que la transparence et la redevabilité y soient intégrées dès le départ.

L'étude sur le lithium devrait aussi inspirer stratégies minières de l'UE et des États-Unis, telles que Global Gateway, ResourcEU et le partenariat minier entre les États-Unis et la RDC. Celle-ci devraient être soumises à des exigences strictes en matière de transparence, de contrôle et de redevabilité. Resource Matters a averti qu'en l'absence de garanties de gouvernance rigoureuses, la course géopolitique au lithium risque de reproduire les pratiques extractives et prédatrices qui sapent depuis longtemps les résultats de développement en RDC.



Neuf signaux d'alerte dans le secteur naissant du lithium en RDC

Décembre 2025



Scannez
pour accéder aux
Signaux d'alerte

Comprendre les pertes liées à la renégociation de l'accord « minerais contre infrastructures » conclu avec la Chine

Avec le soutien du Centre Carter et du National Endowment for Democracy (NED)

En 2008, des entreprises publiques chinoises se sont associées à la société minière congolaise Gécamines pour lancer le projet Sicominex, présenté comme un accord de type « minerais contre infrastructures ». Aux termes de cet accord, les recettes minières devaient servir à financer des investissements dans les infrastructures, tandis que le projet Sicominex bénéficierait d'importantes exonérations fiscales. Dès le départ, cet accord a été critiqué pour son opacité, la faiblesse des mécanismes de contrôle et le déséquilibre entre la valeur colossale des réserves minières transférées à la Sicominex et les infrastructures relativement limitées finalement construites au bénéfice de la population congolaise.

En 2024, après des années de mobilisation de Resource Matters et de la coalition du CNPAV, l'avenant 5 à l'accord Sicominex a finalement été rendu public. [L'analyse de la coalition](#) a montré que, malgré les promesses de réforme, l'accord renégocié continuait de favoriser largement le consortium chinois. Cet accord a maintenu d'importantes exonérations fiscales et lié le financement des infrastructures aux cours volatiles du cuivre, sans tenir compte des volumes réels de cuivre et de cobalt exportés. Selon les calculs du CNPAV, la structure de l'accord révisé continue de priver la RDC de centaines de milliers de dollars de recettes publiques potentielles chaque jour.

La coalition a également fait part de ses préoccupations concernant la gouvernance et la transparence. Son analyse a révélé que la Sicominex avait versé plus de 20 millions USD de jetons de présence à des fonctionnaires qui avaient négocié l'avenant 5 au nom de la RDC. Resource Matters et le CNPAV ont officiellement communiqué ces préoccupations aux ministres concernés et publié plusieurs analyses détaillées expliquant les implications financières, juridiques et de gouvernance de l'avenant 5.



Tout au long de l'année 2025, la coalition a continué d'exiger une renégociation plus approfondie de l'accord avec la Sicominex, estimant que les exonérations fiscales spéciales devaient être supprimées et que la Sicominex devait s'acquitter des mêmes impôts que toutes les autres sociétés minières implantées en RDC.

Qui perd, qui gagne ?

Podcast en collaboration avec Actualité.cd

Avec le soutien du National Endowment for Democracy

Afin de toucher un public plus large et plus diversifié, Resource Matters s'associe depuis 2024 à Actualité.cd, une plateforme médiatique congolaise de premier plan, pour la production du podcast **Qui perd, qui gagne?** En tant que site d'information en ligne le plus consulté du pays, Actualité.cd offre une tribune indépendante particulièrement adaptée pour aborder les questions sensibles liées à la gouvernance dans le secteur minier.

Tout au long de l'année 2025, ce podcast a exploré les principaux enjeux de l'exploitation minière en RDC, notamment :

- **La RDC vs Apple** (janvier) : analyse des défaillances des chaînes d'approvisionnement liées aux minerais de conflit.
- **La centrale hydroélectrique de Busanga** (février) : évaluation des impacts locaux d'un projet financé par la Sicomin.
- **Lithium de Manono : entre attentes et désespoir** (mai) : mise en lumière des points de vue de la communauté.
- **La suspension de l'exportation du cobalt** (juin) : analyse des implications économiques et politiques.
- **Le déficit énergétique et ses conséquences** (juillet) : lien entre l'accès à l'énergie et la transformation des minerais.
- **Dan Gertler : « Un roi au Congo »** (août) : une analyse de l'ampleur des pertes subies par l'État en raison de la corruption.
- **Les enjeux de la sous-traitance minière** (septembre) : examen des lacunes de la législation sur la sous-traitance.
- **Le germanium congolais : une alternative à la Chine ?** (octobre) : évaluation des partenariats stratégiques.
- **Expansions minières et délocalisations** (novembre) : analyse des répercussions sur les communautés.
- **Les dégâts de la pollution des entreprises minières** (décembre) : analyse des indemnités à la suite d'un déversement industriel.



Scannez pour accéder
au Podcast



Partenaires

Nous tenons à remercier tout particulièrement nos partenaires

Partenaires financiers

Resource Matters tient à remercier les donateurs suivants pour leur soutien financier, qui s'est élevé au total à 1,225,889 EUR en 2025 : 11th Hour Project (Fondation de la famille Schmidt), Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), American Jewish World Service, Sustainable Markets Foundation, National Endowment for Democracy, Open Society Foundation et Carter Center.

Partenaires de la société civile en RDC

Action pour la défense des droits humains (ADDH), Observatoire Africain des Ressources naturelles (AFREWATCH), Cadre de Concertation de la Société Civile de l'Ituri sur les Ressources Naturelles (CDC/RN), Initiative pour la bonne gouvernance et les droits humains (IBGDH), Justice pour tous (JPT), Centre congolais pour le droit du développement durable (CODED), Coalition des organisations de la société civile pour le suivi des réformes et de l'action publique (CORAP), Conseil régional des organisations non gouvernementales de développement (CRONGD), Ebuteli, Filimbi, Lutte pour le changement (La LUCHA), Observatoire d'Études et d'Appui à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (OEARSE).

Partenaires internationaux de la société civile

Global Witness, Rights & Accountability in Development (RAID), Plateforme de protection des lanceurs d'alerte en Afrique (PPLAAF), Groupe d'étude sur le Congo (CRG), Carter Center, Coalition européenne pour la justice d'entreprise.

Coalitions de la société civile

Réseau Mwangaza (plaidoyer en faveur de l'accès à l'électricité en RDC), Makuta Ya Maendeleo (plaidoyer en faveur de la transparence et de la redevabilité en matière de taxes minières locales), Le Congo n'est pas à vendre (lutte contre la corruption en RDC), EU Raw Materials Coalition (veiller à ce que la consommation européenne de matières premières protège les populations et la planète; Resource

Matters est notamment en tant que membre du comité de pilotage et responsable de la coordination du groupe de travail sur le financement des matières premières critiques), Coalition européenne pour la justice des entreprises et Réseau pour la Justice des Ressources.

Partenaires universitaires

Centre d'études et de recherches sur les énergies renouvelables Kitsisa Khonde de l'ISTA (RDR) (CERERK), Institut d'études politiques (France) (SCIENCES PO), Institut royal de technologie (Suède) (KTH), université du Cap (Afrique du Sud) (UCT), Reiner Lemoine Institute (Allemagne).

Notre équipe 2025

- **Elisabeth Caesens** Directrice Exécutive
- **Jean Claude Mputu** Directeur adjoint
- **Jimmy Munguriek** Directeur pays – RDC
- **Christian Kabongo** Coordinateur Electricité
- **Philippe Masudi** Chargé de Projet Minerais Stratégiques
- **Sara Nicoletti** Coordinatrice Anti-corruption
- **Lewis Yola** Chargé de Projet Anti-corruption
- **Ana Marie Binuya** Chercheuse et platform manager
- **Martina Matarazzo** Coordinatrice du Plaidoyer Européen
- **Michael B. Kalamo** Chargé de communication
- **Anna Ressler** Directrice des Opérations
- **Chloé Dale** Chargée des opérations et finances - Belgique
- **Jordan Kanda** Comptable
- **Jean Pierre Okenda** Directeur Industries Extractives
- **Noël Mayamba Nkoso** Chargé des finances et operations RDC - Congo
- **Cristian Trujillo** Coordinateur de recherche



resource matters

BUREAU DE BRUXELLES

Mundo-Madou

Avenue des Arts 7-8 - 1210 Bruxelles
Belgique

BUREAU DE KINSHASA

Concession Sedec

Avenue de la Paix n°1
Commune de La Gombe - RD Congo

©Resource Matters, 2026

www.resourcematters.org